

La formation, une exception

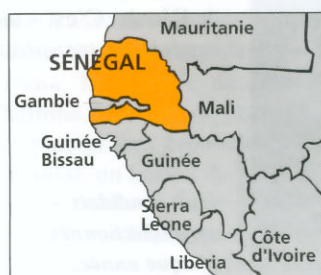
Dans les pays du Sud, le métier s'apprend sur le tas, dans le sillon du père. La formation est l'exception. Entre souci productiviste et préoccupation écologique, gros plan sur des expériences en Guinée, au Sénégal, au Cameroun, au Paraguay, et sur la formation agricole en France.



Philippe Ortolli

Sénégal : formation intensive au coton

En Afrique de l'Ouest, les sociétés cotonnières - entreprises publiques - forment les paysans à l'agriculture intensive. Et leur apprennent à écrire et compter. Exemple au Sénégal.



SUR les quatre-vingt mille producteurs de coton du Sénégal, 60 % ont appris les techniques de la production cotonnière à l'école de la Sodéfitex (Société de développement des fibres textiles du Sénégal). Cette formation, qui a démarré en 1978, se fait en alternant théorie et pratique dans les champs

de coton. Selon les modules, elle dure quatre à six mois, période pendant laquelle les paysans, choisis démocratiquement par leurs groupements villageois, apprennent les techniques d'épandage des engrais, de traitement insecticide, etc. En 1998, mille trois cent seize producteurs de coton ont été formés à ces techniques. Mais au-delà de la production cotonnière, certains paysans également éleveurs bénéficient de formations sur la production animale et laitière. C'est ainsi qu'à Tambacounda les éleveurs cultivent le panicum, une variété fourragère très nutritive introduite dans la région par la Sodéfitex. Et le lait coule à flots.

Lire et écrire

Sorti d'un de ces centres de formation il y a plus de douze ans, Gallo Sow, un quinquagénaire habitant à Saré-Elhadj, non loin de Tambacounda, est devenu un « relais technique ». Son rôle : servir d'intermédiaire entre les encadreurs et les producteurs. Dans son village, Gallo tient une classe de formation et vulgarise les connaissances qu'il a emmagasinées. « *Je gère les calendriers de traitement phytosanitaires, je mesure les superficies emblavées dans tout le village, alors que, auparavant, ce sont les encadreurs qui le faisaient* », raconte-t-il, assis devant sa case en dur. « *Je répare moi-même les appareils pulvérisateurs et autres matériels agricoles. Nos commandes de pièces de rechange sont écrites en langue locale pulaar et envoyées à la Sodéfitex.* »

Lire et écrire sont en effet acquis pour ces paysans. Depuis 1982, chaque année, trois à quatre mille ►



Philippe Ortolli

Une lacune: la formation des jeunes.

d'entre eux ont appris le pulaar, le bambara ou le wolof. « *Nous nous sentons plus libres. Nous n'avons plus besoin de personne pour dresser nos procès-verbaux de réunion, ni pour relever les numéros des pièces de rechange ou faire des calculs* », explique un membre d'un des 2 000 groupements villageois ou associations de base des producteurs que compte la zone cotonnière.

Les jeunes écartés ?

Outre les relais techniques, il y a les « gestionnaires villageois ». Ils s'occupent de la commercialisation primaire du coton. Avant l'hivernage, ils recensent les intentions de culture et identifient les besoins en crédits d'intrants. « *On s'appuie sur ces producteurs sortis de nos centres de formation, ce qui a permis d'avoir, jusqu'ici, de très bons rendements et de tenir face à la concurrence de l'arachide* », explique le responsable de la formation M. Claude Blain. Pour accompagner ces formations, la Sodéfitex utilise d'autres supports. Il y a *Kabaru*, le journal rural de l'entreprise écrit en langues locales. Il y a aussi les émissions de radio rurale diffusées par la station régionale de la RTS, la radiodiffusion nationale.

Certains choix - jugés non démocratiques - de certains paysans « relais » sont cependant dénoncés. Mal acceptés, ces hommes ont du mal à remplir correctement leur mission. Autre lacune, la formation des jeunes. Rares parmi eux sont choisis comme relais ou comme gestionnaires. Pour Boubacar Kamissoko, encadreur à la Sodéfitex, c'est seulement « *parce que ils n'ont pas souvent l'expérience et la personnalité nécessaires* ». ■

Madieng Seck

Guinée : « pré-installé » pour le marché

Former des producteurs compétitifs qui raisonnent en termes de marché et de rentabilité économique : tel est l'objectif de l'école d'agriculture de Tolo (Guinée) dont certains élèves - des « pré-installés » - s'exercent sur ses terres pendant deux ans.

UNE aide financière et un appui technique pour s'installer sur une exploitation agricole : c'est ce que fournit chaque année à huit de ses jeunes élèves l'École nationale d'agriculture et d'élevage de Tolo (Guinée). Créée en 1932, l'ancienne Ecole du labour du Fouta est la plus ancienne de Guinée, voire de l'Afrique de l'Ouest. Il y a quelques années encore, elle formait surtout des agents d'encadrement du ministère de l'Agriculture. Crise économique et ajustement structurel interdisant désormais toute possibilité d'emploi dans la fonction publique, l'école de Tolo met désormais tout en œuvre pour assurer « l'insertion professionnelle » de ses élèves dans le monde rural. Avec l'appui, notamment, du Centre français du riz, organisation professionnelle agricole basée en Camargue (France) et



qui regroupe des riziculteurs et des chercheurs.

Dès la deuxième année de formation, l'école oblige les futurs agriculteurs à réfléchir sur un « projet professionnel » qu'ils sont tenus de défendre, l'année suivante, en fin de scolarité, devant un jury de professionnels de l'agriculture (représentants d'organismes de crédits, d'organisations paysannes, d'enseignants, notamment).

Ceux qui, contrairement à certains de leurs camarades, n'ont ni terres, ni capital, ni possibilités de crédits pour s'installer sur leur propre exploitation ou qui souhaitent acquérir une expérience supplémentaire peuvent devenir des « pré-installés » de l'école. C'est « *une expérience transitoire*



Abdoulaye Diari Diallo

Huit candidats sont sélectionnés chaque année.